Défis et avenir de l'élevage français : le CESE adopte son avis

TRAVAUX PUBLIÉE LE 20/01/2024

Saisine liée : RELEVER LES DÉFIS DE L'ÉLEVAGE FRANÇAIS POUR ASSURER SA PÉRENNITÉ

Entre idées reçues et contre-vérités, quelle est la réalité de l'élevage français ? Avec cet avis le CESE dresse un état des lieux des impacts négatifs comme positifs de l'élevage, en conciliant des visions différentes pour aboutir à une analyse et des préconisations concrètes

Marie-Noëlle ORAIN (Groupe Alternatives sociales et écologiques) et Anne-Claire VIAL (Groupe Agriculture) ont présenté l'avis à la séance plénière du 16 janvier 2024 au nom de la Commission Territoires, Agricultures et Alimentation présidée par Henri BIÈS-PÉRÉ (Groupe Agriculture).

L'avis a été **adopté avec 115 voix pour et 2 abstentions.**

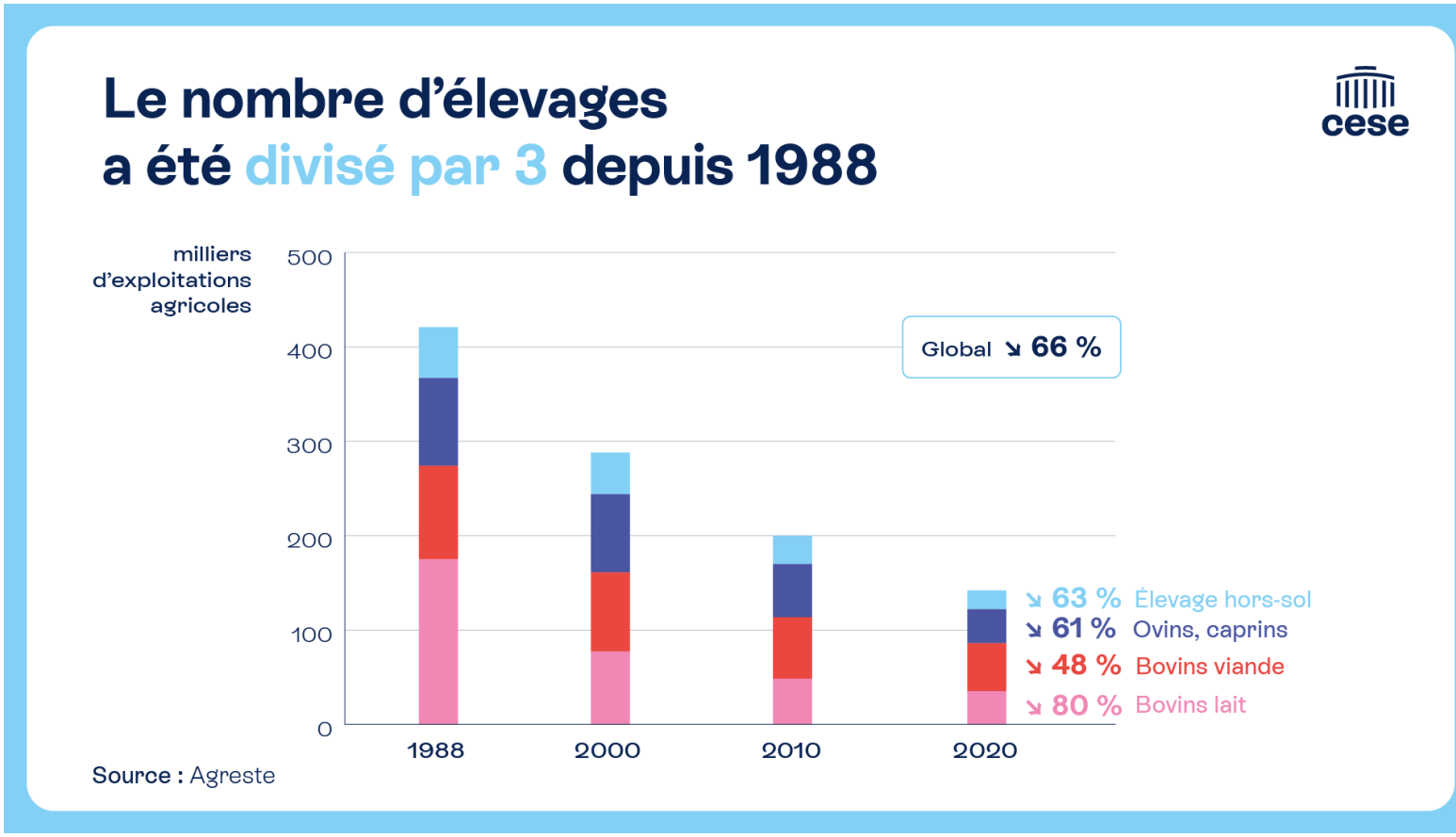
Lire l'avis **Lire la synthèse**

Quels enjeux pour l'élevage français ?

Pour mieux comprendre les enjeux c'est l'activité même de l'élevage qu'il est important d'analyser. Bien que l'avis porte sur l'élevage dans sa globalité il est important de rappeler qu'il n'y a pas "un élevage" mais "des élevages", en effet chaque filière voit des problématiques spécifiques apparaître. Le CESE a ainsi engagé un travail transversal en illustrant son analyse et ses préconisations grâce à des exemples au sein des différentes filières (lait, oeufs, viande bovine, porcine, volaille...etc.).

Une chute du nombre d'élevages...

Depuis 30 ans, le nombre d'élevages en France diminue : il a été divisé par trois. Les contraintes du métier, sa pénibilité, son revenu parfois faible pour certaines exploitations sont autant de freins à l'installation de nouveaux éleveurs. Depuis 10 ans, les élevages représentent les 2/3 des disparitions de fermes en France.



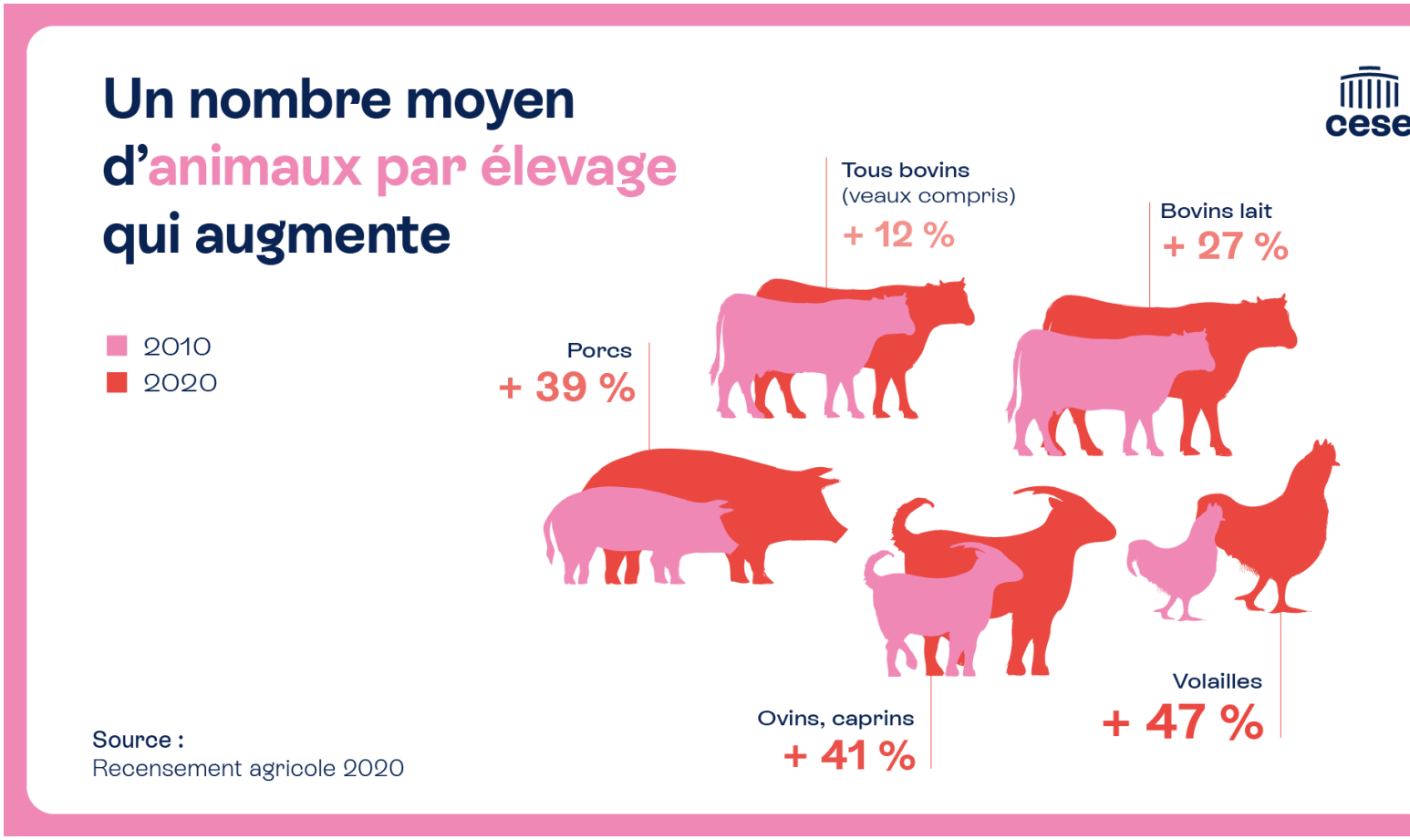
> *« Il est nécessaire d'assurer le renouvellement des générations d'actifs du secteur en suscitant des vocations.»*

Expliquait ainsi Anne-Claire Vial, rapporteure de l'avis lors de sa présentation en séance plénière.

... mais un nombre moyen d'animaux par élevage en augmentation

En 10 ans, le nombre d'animaux a quant à lui subit une hausse, allant jusqu'à + 47% pour les volailles :

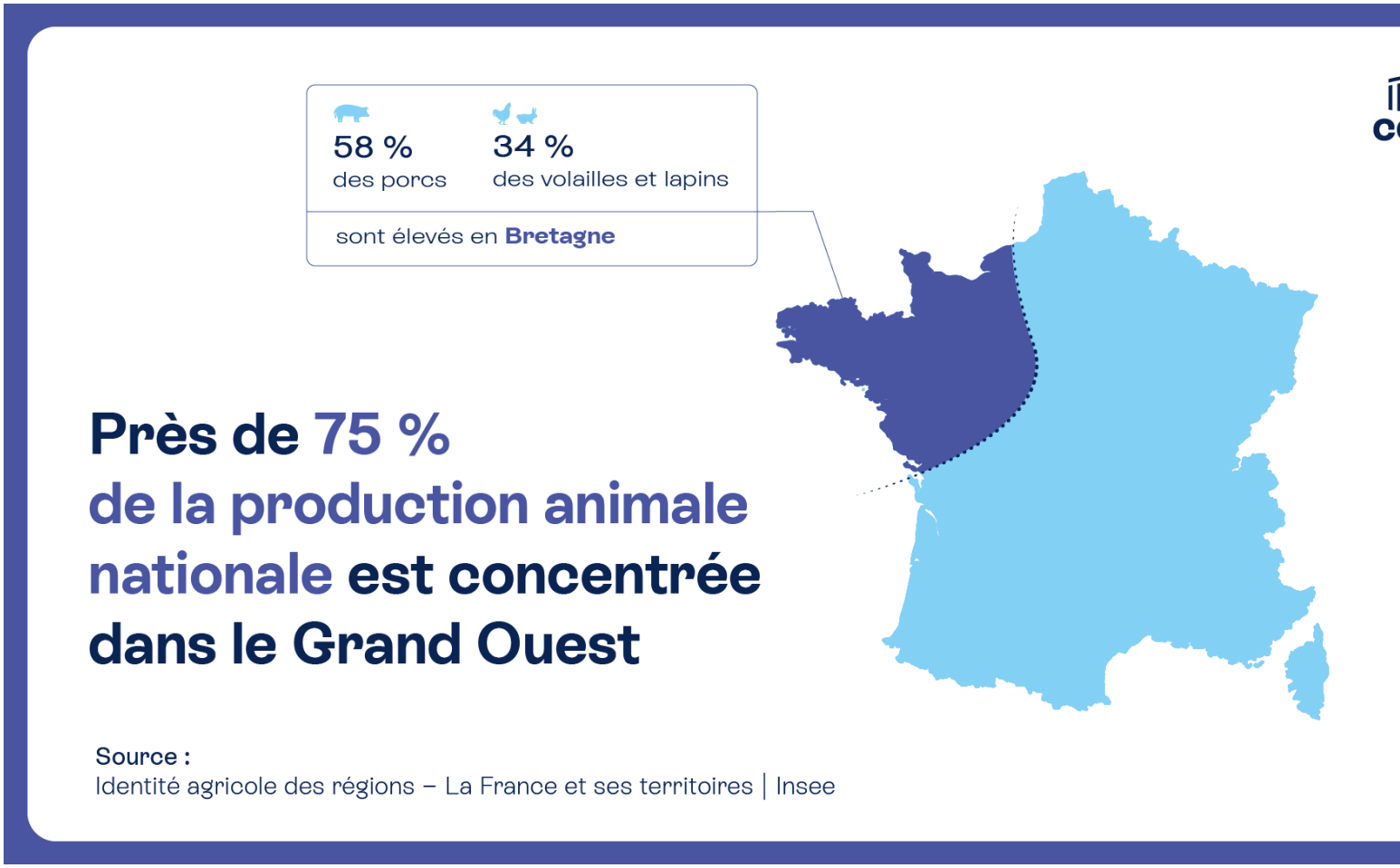
> *« Il convient de faire évoluer [les modes d'élevage] les moins vertueux vers des pratiques agroécologiques plus durables, voire biologiques, qui répondent aux attentes sociétales, en particulier en matière de bien-être animal. »*



Et une concentration sur certains territoires

L'agriculture est le second poste émetteur d'émissions de gaz à effet de serre (GES), au sein de l'agriculture l'élevage représente 80% de ces émissions. Il est ainsi pointé du doigt pour sa responsabilité sur la pollution de l'eau par les nitrates, de l'air à l'ammoniac et la déforestation due aux cultures destinées à l'alimentation animale. Par ailleurs, certains types d'élevage questionnent le bien-être animal. C'est pourquoi le CESE insiste :

> *« Le défi majeur est de maintenir le plus grand nombre de fermes de polyculture/élevage en France. Il s'agit aussi de réintroduire ce modèle dans les territoires où il a disparu. »*



L'avis du CESE propose en première partie une analyse des impacts positifs et négatifs de l'élevage en décrivant ses forces et ses faiblesses : cliquez ici pour en savoir plus.

Des préconisations pour assurer l'avenir de l'élevage française

C'est autour de trois grands axes que le CESE formule douze préconisations pour relever les défis de l'élevage français et assurer sa pérennité :

1. Renforcer, réorienter et mieux diffuser les travaux de recherche

Comment ? Permettre aux éleveurs de devenir des éleveurs-innovateurs, en les associant aux travaux de recherche.	**Pourquoi ?** Pour prendre en compte le éleveuses et les confronter à celles prop et adaptées aux différents territoires.
Comment ? Mettre au point une méthodologie permettant d'obtenir un diagnostic scientifique et technique d'un élevage.	**Pourquoi ?** Pour que les éleveurs soient leur carrière, que leur projet est viable éc

2. Mobiliser les politiques publiques à tous les niveaux

Comment ? Préparer la nouvelle PAC de 2027 sur la base d'une évaluation des mesures en cours et de leurs conséquences sur l'élevage, pour accompagner plus efficacement les transitions.	**Pourquoi ?** Parce que la Politique agri permettant des adaptations au niveau n polyculture-élevage et les différentes fi
Comment ? Mettre en place un grand plan d'investissements et de transformation par territoire.	**Pourquoi ?** Parce que c'est au niveau disponibles, pour maintenir ou récréer installations et les transmissions.

3. Informer et sensibiliser les consommateurs quant aux enjeux relatifs à l'élevage

Comment ? Mener des actions de communication afin d'expliquer les réalités et les impacts positifs des modèles d'élevage les plus vertueux.	**Pourquoi ?** Parce que les enjeux et les secteur souffre d'une image réductrice
Comment ? Faire respecter l'obligation d'indiquer l'origine nationale des viandes et des produits laitiers tout en favorisant sa mise en œuvre grâce à la concertation entre tous les acteurs.	**Pourquoi ?** Pour éclairer les choix des françaises face à l'augmentation de via les mêmes niveaux d'exigence.

Un avis construit avec des acteurs de terrain

Pour l'élaboration de cet avis, la Commission Territoire, Agriculture et Alimentation a organisé une journée des acteurs de terrain. Cette journée qui a réuni une trentaine d'éleveuses et d'éleveurs de différentes filières et régions de France avait pour objectif d'entendre les problématiques et les solutions des premiers concernés.

Lors de la séance plénière Fanny Renard, éleveuse de poules pondeuses bio, raconte sa reconversion en tant qu'éleveuse à 35 ans. Elle a participé à la journée délibérative est raconte son expérience en tant qu'éleveuse, ce que représente ce métier pour elle et les défis auxquels elle est confrontée.

Pour revoir son intervention ??

Retour en image sur la séance plénière :


cese
ASSEMBLÉE PLÉNIÈRE
DU 16 JANVIER 2024
Relever les défis d
français pour assu
pérennité
Projet d'avis présenté par
Marie-Noëlle ORAIN et Anne-






SORTIE












ntervention de
enri BIÈS-PÉRÉ
ATILLES




Henri BIES-PERE
Président la commission Territoires, agriculture et alimentation


ENT ET DU PARLEMENT








la Souveraineté alimentai












Intervention de
Monsieur Marc FESNEAU
ministre de l'Agriculture et de
la Souveraineté alimentaire




Intervention de
Monsieur Marc


BANC DU GOUVERNEMENT








Intervention de
Monsieur Marc FESNEAU
ministre de l'Agriculture et de
la Souveraineté alimentaire












participé à la journée délibérative du 6
septembre 2023


Relever les défis de l'élevage français pour assurer sa pérennité
Projet d'avis présenté par
Marie-Noëlle ORAIN et Anne-Claire VIAL


BANC DU GOUVERNEMENT ET DU PARL
AVIS


Mme Marie-Noëlle ORAIN, rapporteure
Mme Anne-Claire VIAL, rapporteure
Temps d'échange animé par le Président Thierry BEAUDET




















BANC DU GOUVERNEMENT E


votebox
26





Crédits photo : Katrin Baumann

© - copyright CESE - Novembre 2026